



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau de la réglementation
et des élections

Arrêté préfectoral complémentaire de clôture d'examen IED

N° DCL-BRENV-2023-283-1

CHIMIREC CENTRE EST

9 ZAC Les Toupes
39570 MONTMOROT

Site :

58 quai du Nouveau Port
71300 MONTCEAU-LES-MINES

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

**Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la commission du 10/08/18 (publiée au JOUE du 17 août 2018) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles du parlement européen et du conseil ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, L515-28 à L515-31, R.516-1, et R. 515-58 à 84 ;

Vu la nomenclature des installations classées modifiée ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 89-484 du 29 novembre 1989 autorisant les établissements BROSSETTE à exploiter une station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées, stockage et regroupement d'huiles usagées en vue de leur élimination, sur le territoire de la commune de Montceau-Les-Mines, lieu-dit "Les Chavannes" ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 12 novembre 2009 délivré à la société CHIMIREC CENTRE EST ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif n° 12.00402 du 10 février 2012 actant le classement des installations exploitées par CHIMIREC CENTRE EST sur le territoire de la commune de Montceau-Les-Mines, lieu-dit "Les Chavannes", sous la rubrique 2718-1 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le dossier de réexamen mentionné à l'article R.515-71, ainsi que le rapport de base mentionné à l'article R.515-59, remis par l'exploitant en date du 19 août 2019 ;

Vu l'actualisation du dossier de réexamen et du rapport de base, remis par l'exploitant en date du 8 avril 2022 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant suite à sa consultation sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, reçu le 28 août 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection en date du 24/08/2023 ;

Considérant qu'il convient de revoir et de mettre à jour d'une part la situation administrative de l'établissement au regard des rubriques IED de la nomenclature ICPE, et d'autre part les conditions de cessation d'activité ;

Considérant que les conditions rendant obligatoire une consultation du public et des communes (prévues à l'article L. 515-29-I du code de l'environnement) ne sont pas remplies, et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

Considérant que les conditions rendant obligatoire une consultation du CODERST (prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement) ne sont pas remplies, et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de de Saône -et-Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – SITUATION ADMINISTRATIVE

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE listées ci-dessous.

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté n° 12.00402 du 10 février 2012 sus-visé est modifié comme suit :

Désignation de l'activité	Rubrique ICPE	Régime actuel	Volumes
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	2718-1	A	110 tonnes 4 cuves aériennes de 30 m ³
Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	3550	A	110 tonnes 4 cuves aériennes de 30 m ³
Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : [...] - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 [...]	3510	A	-

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3550 relative au stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au traitement des déchets (document BREF « traitement des déchets»).

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD), et en tenant compte des intérêts mentionnés aux L. 515-11, notamment la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée des ressources.

Au plus tard 4 ans après la publication au JOUE des conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'installation, l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables au site, telles que décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles, relatives au secteur de traitement des déchets, ou garantissant un niveau de protection de l'environnement équivalent dans les conditions fixées au II de l'article R. 515-62 du code de l'environnement, sans préjudice des dispositions prévues dans le présent arrêté.

ARTICLE 2 – CESSATION D'ACTIVITE

En complément des dispositions générales en matière de cessations d'activité prévues par le code de l'environnement (partie réglementaire, Livre V, sous-section 5), les dispositions spécifiques du code de l'environnement en matière de mise à l'arrêt définitif des établissements relevant de la directive IED (art. R. 515-75) sont applicables à l'établissement.

L'exploitant veille par ailleurs, pour toute nouvelle mise en place d'unité / équipement, à la bonne application des dispositions décrites dans l'Annexe II. I. 8. de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 sus-visé par la prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation.

ARTICLE 3 - RETENTIONS et CONFINEMENTS

L'exploitant prend toute disposition pour protéger le sol et les eaux souterraines ainsi qu'entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.).

ARTICLE 4 – NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté est notifié à la société CHIMIREC CENTRE EST.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Montceau-les-Mines et peut y être consulté ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Montceau-les-Mines pendant une durée minimum d'un mois ;

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Saône et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6 – EXECUTION ET AMPLIATION

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et la maire de la commune de Montceau-les-Mines sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée ainsi qu'au délégué territorial de l'agence régionale de la santé.

Mâcon le 10 OCT. 2023

Le préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire
Agnès CHAVANON

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 DIJON CEDEX) :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'Environnement,
 - b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Saône-et-Loire (196 rue de Strasbourg- 71021 MACON CEDEX 9) ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°. Le recours gracieux ou le recours hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux. En l'absence de réponse de l'administration à l'un de ces recours dans le délai de deux mois ou si l'un d'eux est explicitement rejeté, vous disposez d'un délai de deux mois pour saisir le juge administratif comme indiqué ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.